

## LA CRISE DU LIVRE

## L'indiscutable responsabilité

Par Abdellali Merdaci\*

La mise en œuvre du projet gouvernemental sur le livre et la lecture dans les programmes de l'Ecole algérienne — pour le moment, sans calendrier précis ni communication sur son cahier des charges — serait imminente, selon M<sup>me</sup> Khalida Toumi, ministre de la Culture, s'exprimant à l'occasion de l'ouverture du 16<sup>e</sup> Sila. La démarche principale de ce projet, telle qu'elle est rapportée dans la presse, est de proposer à chaque élève des trois paliers de l'enseignement (premier et second cycles de l'Ecole fondamentale, lycée) la lecture, chaque année, d'un minimum de quatre livres (Cf. Abrous Outoudert, «Qui joue au 5 Juillet pour qu'il y ait autant de monde ? Une rencontre avec le livre tout simplement», *Liberté*, 27 septembre 2011, «Périscop», *Le Soir d'Algérie*, 26 septembre 2011, Badis Guettaf, «Une grande décision est prise», *Le Jour d'Algérie*, 24 septembre 2011). Tel qu'il est formulé par ses initiateurs, les ministres de l'Education et de la Culture, ce projet constitue un aveu en ce qu'il reconnaît implicitement : la faillite de la lecture dans le système de formation scolaire.

S'il est établi qu'une relance du livre et de la lecture dans la société passe par l'étape indispensable de l'Ecole, il convient aussi d'admettre que cette institution de l'Etat, devenue un cimetière du livre, a amoncelé, ces dernières décennies, les ruines de la pensée, pour appeler à de radicales transformations.

Le retour du livre et de la lecture à l'école est une indication positive. Mais cela ne représente qu'une partie du problème. L'avenir du livre et de la lecture est tributaire d'une refonte profonde et urgente de l'enseignement des langues et de l'apprentissage de la lecture dans l'Ecole algérienne.

## Une mise à mort

Quelques dates égrènent les repères — et leurs relents obsessionnels — autour de ce désinvestissement de la lecture et du livre dans l'Ecole algérienne. La première réforme qui entraîne de notables dégradations de l'enseignement date de 1977. Elle consacre les choix idéologiques du FLN, parti unique, plus préoccupé d'arabité chatouilleuse que de rigueur des connaissances à transmettre. Les acquis de l'Ecole algérienne, de 1962 à 1976, ont été effacés sans examen. Si la langue arabe y gagne le statut de langue fondamentale de la Nation, comme le précise la Constitution de 1976, au mépris d'une diversité linguistique réelle de ses régions, le français, jusqu'alors principal véhicule de l'enseignement, langue véhiculaire et potentiellement référentaire, devient une langue seconde aux objectifs mineurs : permettre une communication de base aux «apprenants».

Depuis l'application de la réforme de 1977 les hiérarchies — fortement symboliques — des langues dans l'Ecole algérienne

sont redéfinies, avec notamment une arabisation intensive qu'il serait infondé de considérer comme l'unique cause d'une irrattrapable érosion du système d'enseignement national. En vérité, l'affaïssement — aux retombées spectaculaires — de l'enseignement en langue française — et de la langue française — en est le premier facteur destructurant. Il y a une explication : à défaut de concevoir ses propres programmes de formation dans la stricte observance des héritages de l'Ecole algérienne, le législateur scolaire, sous Boumediène, puis Chadli Bendjedid, impulsant une nouvelle réforme en 1986, s'était tourné vers des ingénieries éducatives, inappropriées et sans lendemain, ramassées dans les poubelles de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Alors que l'Algérie possédait un système d'éducation rigoureux issu de l'Ecole coloniale, qui depuis l'unification des systèmes de formation dans la colonie, en 1949, a donné de semblables opportunités de développement aux langues française et arabe, le dernier gouvernement de Boumediène — dont le ministre de l'Education était Mostefa Lacheraf (23 avril 1977-7 mars 1988) — s'est attaché à détruire une expérience de formation de trente ans d'âge qui englobait l'expérience respectable des lycées franco-musulmans, dignes successeurs des Médersas. Cette Ecole, sortant d'une époque coloniale, réappropriée dans l'Algérie indépendante par ses maîtres algériens et français (d'un remarquable dévouement) n'était pas en situation d'échec. Le seul échec observable a été de la convertir aux attentes idéologiques conservatrices du FLN qui relèvent plus de l'immaturité politique que du nationalisme, comme mode bouc émissaire. Cette Ecole des années 1960-1970 était déjà algérienne et Boumediène n'avait pas encore songé à la réformer avant d'être encouragé à le faire par Mostafa Lacheraf. Ni Boumediène ni Lacheraf — qui le conseillait — n'ignoraient que cette Ecole dont ils signaient résolument l'arrêt de mort a formé l'essentiel des cadres de l'armée, de l'administration gouvernementale, de l'industrie et de l'économie.

Et principalement ceux de l'Ecole et de l'Université. Pourrions-nous seulement citer les noms et les parcours des personnalités algériennes, nées entre 1930 et 1960, dans les champs de la pensée, des arts et des lettres, de la médecine, des sciences et techniques et des médias, redevables de l'enseignement de cette Ecole — éminemment nationale — qui attendait seulement d'évoluer dans le chemin qu'elle s'était tracé, depuis l'indépendance, plutôt que d'être engloutie dans une rupture pseudo-révolutionnaire ? Elle deviendra, à son corps défendant, l'exutoire de tous les ressentiments. On a mis à mort une authentique Ecole algérienne, qui formait à bon escient, pour aller vers un destin aventureux. L'Ecole réformée, qui lui succède,

a farci de jeunes cervelles d'époquées flamboyantes d'un lointain Hedjaz, dans le ressac de leurs fleuves de sang, tenues pour la source d'un pays au carrefour de la Méditerranée et de l'Occident et de l'Afrique. Elle a gommé dans l'histoire du peuple algérien son passé colonial.

Cet écrasement de l'histoire des Algériens et de leur parcours dans la colonie française correspondait plus à une volonté malheureuse d'agir le secret des origines du nouvel Etat indépendant qu'au deuil d'une «nuit coloniale» (F. Abbas). Ce travail de reconstruction de l'être algérien, présent dans le discours scolaire d'avant la réforme, dans de sensibles pages d'écrivains nationaux, a été brutalement interrompu. L'Algérien enfouissait ses origines pour se revêtir des oripeaux d'un Orient arabo-musulman fantasmé.

L'Ecole réformée de Boumediène et Lacheraf — qui prend son envol en 1977 — explique aujourd'hui l'aptitude des Algériens, quels que soient leur catégorie sociale et leurs itinéraires familiaux et sociaux, à vouloir quitter leur pays et à revendiquer des nationalités étrangères, au premier plan celle de l'ancien colonisateur. Le drame de l'Ecole algérienne réformée ressortit de la tragédie nationale des années 1990, de ses 200 000 morts, de ses millions de victimes et de ses décombres. Loin de l'humanisme, elle a rendu possible le seul cri de la violence et des haines communautaires.

## Des réformes catastrophiques

L'Ecole réformée de 1977 qui remodèle l'enseignement des langues — et de manière draconienne du français dont on a supprimé une tradition d'enseignement qui a fait ses preuves — a hâté la disparition du livre et de la lecture dans la société. En Algérie, la lecture est enseignée principalement dans les matières de langues, singulièrement l'arabe et le français. Je ne cite ici que l'exemple de la langue française pour identifier de nouveaux comportements dans l'Ecole algérienne réformée, qui, du reste, sont aussi repérables dans la mauvaise fortune de la langue arabe.

Contrairement à ses parents et à ses arrière-grands-parents qui ont fréquenté l'école de la colonie ou celle qui lui a succédé à l'indépendance, l'écopier algérien allait apprendre, à partir de la fin des années 1970, la langue française — qui baignait son environnement quotidien — comme une langue étrangère.

En fait, on lui servait les mêmes méthodes d'enseignement qu'aux élèves du Guatemala ou du Lesotho qui ne connaissent rien de la France, de son histoire et de sa langue. Les jeunes écoliers algériens, les «apprenants» des années 1980 et 1990, ont été les cobayes de différentes écoles doctrinales et didactiques françaises, belges et canadiennes qui ont trouvé dans l'Ecole algérienne

le terrain vivant pour l'expérimentation de leurs méthodes d'apprentissage du Français langue étrangère (FLE). S'il faut regretter l'absence d'un bilan systématique de l'enseignement du FLE en Algérie, l'incurie en est lisible dans l'inculture des diplômés actuels de l'Université, toutes disciplines confondues.

Le résultat le plus perceptible de cette réforme ? Les quotidiens nationaux publient souvent, pour l'édification de leurs lecteurs, le florilège de copieuses proses de diplômés de l'Université dans un semblant de langue française, infâmes et tortueuses syntaxes devant lesquelles le charabia d'antan se parerait de vertu académique et littéraire.

Au-delà de la vacuité des programmes de la réforme de 1977, le législateur algérien a péché par simplisme pédagogique et surabondance idéologique, car il ne se souciait que d'armer l'Ecole algérienne face à l'impérialisme culturel français. Voici, à titre d'exemple une recommandation qui fut des plus discutées : «L'enseignement du français n'est chargé d'aucun objectif culturel ou esthétique. Il se situe sur un plan exclusivement linguistique et ne considère que le critère de l'efficacité.» C'était une situation ubuesque.

La culture et l'esthétique françaises — que soutenaient le livre et la lecture — étaient enlevées aux élèves de l'Ecole qui se consolaient d'apprendre, par le geste et par la parole, la mythologie de tous les sabreurs d'Orient. L'efficacité linguistique postulée par le législateur scolaire ? Elle était circonscrite aux élèves localisés dans les grands centres urbains, provenant d'une bourgeoisie citadine dont la connaissance et la pratique privée et publique de la langue française étaient le vernis. L'Ecole réformée a approfondi dans l'enseignement de la langue française une ségrégation entre catégories sociales (accompagnement de l'élève dans les familles aisées et imprégnées d'une culture de la langue; apprentissage en situation active de communication) et spatiales (écart ville-campagne discriminant), plus nuancée auparavant. Sur cet aspect, une enquête sur les lecteurs algériens au tournant des années 1960-1970 (Cf. Charles Bonn, «La littérature algérienne et ses lectures. Imaginaire et discours d'idées», Ottawa, Naaman, 1974 ; voir pp. 158-211), donc avant la réforme de 1977, apporte d'utiles précisions sur la répartition spatiale de la langue et de la culture littéraire françaises dans la société algérienne. La présence d'enquêtés originaires de petits centres ruraux de l'Est algérien — proches de Constantine — apparaît comme une donnée importante des équilibres ville-campagne dans la diffusion scolaire et situe leur perméabilité aux productions symboliques en langue française. La méfiance envers un «objectif culturel et esthétique», sur lequel insistait le législateur scolaire, dressait une sorte d'insurmon-

table barrage. Pour le législateur scolaire, traduisant en consignes fermes les attentes des responsables du FLN (qui n'en ont pas privé leur progéniture, leurs parentèles et leurs clientèles), les valeurs culturelles et esthétiques de la langue française étaient une menace pour nos écoliers, collégiens et lycéens.

Cette surenchère politique et idéologique, dans les derniers mois de la présidence de Boumediène et tout au long de celle de Chadli Bendjedid, s'habillant de l'artificieux alibi de la technicité de la langue de communication, pouvait masquer l'écroulement de l'éthique de l'enseignement dans une Ecole excessivement politisée.

Le sentiment — lisible dans les attendus des directives de programmes — était de refaire la guerre coloniale dans la classe de langue française au moment où l'enseignement des autres langues étrangères était apaisé et non connoté sur le plan politique. Arabisant formé au Machrek, cacique du FLN, ancien commissaire du parti à Tizi Ouzou (1962-1969) et secrétaire général de l'UGTA (1969-1973), Mohamed-Chérif Kheroubi, qui prenait la suite de Lacheraf au ministère de l'Education (8 mars 1979-17 février 1986), en était l'aiguillon.

Les réformes de l'enseignement de la langue française continuées en 1986 — sous la conduite de M<sup>me</sup> Z'hor Ounissi, ministre de l'Education du 18 février 1986 au 8 septembre 1988 — restituent un impensable trop-plein. Comme si l'intention était de lui ôter toute substance et d'en faire une case vide dans l'emploi du temps hebdomadaire. Un seul exemple pour montrer l'inanité de méthodes d'enseignement importées «clés en main» et vendues à des lycéens qui ne pratiquaient guère la langue française. Le manuel de 3<sup>e</sup> année secondaire de langue française introduisait aux applications de grilles conceptuelles de linguistique théorique et de socio-sémiotique, les plus hardies, de Benveniste (sur l'énonciation) à Genette (sur la narratologie) et même à Bakhtine et Kristeva (qui, pour différentes raisons, restaient, en ces années-là, encore inaccessibles à mes étudiants de Théorie de la littérature à l'Université !).

Ce programme était destiné à des élèves de fin de cycle scolaire dépourvus des fondamentaux de la langue française, qui en ont plus accumulé les méconnaissances que la connaissance, qui n'en maîtrisaient pas l'usage de l'oral — et encore moins celui de l'écrit. Par la magie de quelle poudre de perlimpinpin ambitionnait-on d'enseigner à ces élèves, en rade dans la classe de français, la «théorie des textes», le difficile «arbre de la description» de Jean Ricardou et les «typologies descriptives» de Philippe Hamon, qui provoquent aujourd'hui encore des sueurs froides aux professeurs en titre de l'Université algérienne ?